

第二版

法语专八 阅读快速突破80篇

· 专八必备 · 真题模拟 · 增分秘籍 · 强化训练

TFS 8:

**EXERCICES
INTENSIFS DE LA
COMPRÉHENSION ÉCRITE
(80 ARTICLES)**

金星 + 沈光临 主编

第二版

法语专八阅读快速突破80篇

TFS 8:

EXERCICES

INTENSIFS DE LA

COMPRÉHENSION ÉCRITE

(80 ARTICLES)

金星 + 沈光临 主编

参编人员

倪安安 + 戴艾 + 王瑾 + 耿晓芬 + 郝亚红 + 陈果

邱枫 + 梁佳 + 何治华 + 黄美 + 童音

图书在版编目(CIP)数据

法语专八阅读快速突破 80 篇 / 金星, 沈光临主编. —2 版.

—上海: 东华大学出版社, 2016.4

ISBN 978-7-5669-1036-3

I. ①法… II. ①金… ②沈… III. ①法语—阅读教学—
自学参考资料 IV. ①H329.4

中国版本图书馆 CIP 数据核字 (2016) 第 067824 号

法语专八阅读快速突破 80 篇

TFS 8 : Exercices intensifs de la
compréhension écrite (80 articles)

金星
沈光临 主编

责任编辑 沈衡

封面设计 潘志远

策 划 法兰西论坛

东华大学出版社

上海市延安西路 1882 号, 200051

网址: <http://www.dhupress.net>

淘宝店: <http://dhupress.taobao.com>

天猫旗舰店: <http://dhdx.tmall.com>

营销中心: 021-62193056 62373056 62379558

投稿邮箱: 83808989@qq.com

常熟大宏印刷有限公司印刷

开本 787 mm × 1092 mm 1/16 印张 15 字数 432,000 印数 3000 册

2016 年 4 月第 2 版 2016 年 4 月第 1 次印刷

ISBN 978-7-5669-1036-3/H · 725

定价: 37.00 元

法语专业八级考试是国内最高水平的法语专业级别考试，从 2009 年第一次考试至今已经走过六个年头。最近一次考试的参考高校近百所，参考学生近 4000 人，其权威性与社会影响日益扩大，而且不少学校将其作为测试法语专业高年级教学阶段的考教分离的评估手段，直接与教师的教学评估和学生的毕业挂钩，也有不少用人单位将专八证书作为录用的标准之一。法语专八考试对法语专业学生的重要性已不容置喙。

按照国家《高等学校法语专业高年级法语教学大纲》的教学要求：大三年级能读懂法语国家主要报刊的一般新闻报导，一般科普、社科文章及浅近的现当代文学作品。阅读速度为每分钟 250 个印刷符号，要求理解文章的主要内容并抓住重点，理解准确率以 70% 为合格；大四年级能读懂反映法国当代社会现状的政治、经济、文化、科技诸方面的新闻报导、社论、评论文章，以及中等难度的现当代文学作品。阅读速度每分钟不能低于 350 个印刷符号，要求理解文章内容并写出内容简介，理解准确率以 70% 为合格。大纲对阅读的内容、难度、体裁和速度都做了规定。

同时，《全国高校法语专业八级考试（TFS8）试题提纲（修订）》中明确规定阅读部分的考试共有 4 篇短文，每篇文章附有 5 个问题，每个问题有 4 个备选答案，问题涉及对全文、段落、句子、词语的理解或者相关国情知识（每个问题 1 分）。

本书严格按照《大纲》的要求组织编写，是根据教学实践和教学目的编著的培养法语专业学生报刊阅读能力和技巧的教材，可满足法语专业大三、大四学生教与学的需要。

本书由数位有多年备考辅导实战经验的教师编写，都是战斗在法语高年级教学一线的教师，对法语专业八级考试的考点和题型把握准确，选材针对性强，素材均来自法国权威的报刊杂志和媒体网站。本书同时参照了法语专八考试的出题实际选取素材，设计了经济、环保、运输、科技、法国教育体制、校园生活、政党、媒体、名人、移民、家庭、文化、杂论、青年、时事、自然、医学、酒店、战略、文学等二十一个单元。基本上涵盖了法语报刊涉及到的各种主题，同时还囊括了五种常考的文章体裁，让读者广泛接触并了解时事报导、评论、采访、广告和社会调查、统计数据等文章格式的特点。既可以提高考生对各类文章的阅读能力，又能了解法国方方面面文化、政治、经济知识。同时根据专八阅读出题的变化，增加了一个文学单元。

各单元编排紧扣专八考试大纲，每单元自成体系，只涉及一类题材，有利于读者集中快速突破该类题材的文章，每单元选编了四篇文章，每篇文章设计了五道题，每题也有

四个备选项，其形式、题型和测试角度都与法语八级考试完全一致，同样有测试全文、段落、句子、词语的理解或者相关国情知识的各种问题。每单元四篇文章从易到难，梯度推进，便于学生阅读能力的形成。文章的难度和长度不仅符合教学大纲的要求，也接近历年专八阅读文章的难度和长度。书后有练习答案解析，可帮助学生解析考点。通过本书 84 篇文章的强化训练之后，考生可提高阅读的应试能力和争取更好的成绩。

根据教学大纲和专八考试的时间分配，考生在练习时应该将每篇文章的阅读和答题时间控制在十分钟以内才算合格，初始阶段也许有困难，但应该坚持向目标努力，适当增加限时训练，达到考试的时间要求。

阅读能力的提高不仅有阅读方法和技巧的要求，还需要从量变到质变的过程，需要一定阅读量的积累。故除了本书的八十篇文章之外，可以结合《法语专八阅读教程》的文章进行学习。

本书为法语专业八级备考系列书籍之一，其它各册还包括：词汇语法突破、听力突破、翻译突破、听写突破和写作突破等。本册主要针对阅读理解，既可作为高年级阅读课的课后练习，增大阅读量，也可作为学生自我提高的练习手册。

书中若有不足之处，敬请广大读者批评指正。

编者

2016.4.15 于青城山

1	Unité 1 Économie 1
9	Unité 2 Économie 2
17	Unité 3 L'environnement
25	Unité 4 Les transports
33	Unité 5 Sciences et techniques
42	Unité 6 Le système éducatif de France
50	Unité 7 La vie scolaire
58	Unité 8 La vie politique et législative
67	Unité 9 Les médias
76	Unité 10 Les personnages
84	Unité 11 Problèmes des immigrés et problèmes religieux
92	Unité 12 La vie sociale et familiale
100	Unité 13 la vie culturelle
109	Unité 14 Le scan tous azimuts
117	Unité 15 Problèmes des jeunes et des femmes
125	Unité 16 Faits divers
132	Unité 17 La nature
140	Unité 18 La médecine
148	Unité 19 Hôtellerie et publicités
156	Unité 20 Politique et stratégie
164	Unité 21 La littérature

Unité 1 Économie 1

Texte 1 L'Espagne cède et appelle l'Europe à la rescousse

Même les journaux sportifs y font allusion : « rescate », le sauvetage est en une de toute la presse espagnole. Après avoir longtemps repoussé le moment, Madrid a cédé hier. La quatrième économie de la zone euro demande l'aide financière de ses voisins. Évidemment, les Espagnols sont d'accord avec la décision finale de leur gouvernement, mais sans absence des soucis : « Ce n'est pas une humiliation, il fallait bien faire quelque chose ! Comment on s'en serait sortis, sinon ? » « On a toujours un peu peur, mais j'ai l'impression qu'avec cette aide, nous sommes sur le bon chemin. » « J'espère que cette aide ne va pas signifier plus d'économies à faire, j'ai des doutes. Mais si ça nous aide à relancer la machine, tant mieux ! »

Déjà soumis à une dure austérité, les Espagnols craignaient de devoir faire encore plus d'efforts. Mais, comme l'aide est destinée uniquement aux banques, l'Europe ne demande pas de nouvelles réformes économiques, pas de contreparties aux citoyens. Le gouvernement devra se concentrer sur le secteur financier pour l'assainir : par exemple, les prêts sur 50 ans devraient disparaître. Ce plan d'aide sera le quatrième accordé à un pays de la zone euro depuis le début de cette crise fin 2009, après la Grèce, l'Irlande et le Portugal.

Mariano Rajoy, Premier ministre espagnol dit qu'ils ont déjà pris des décisions importantes en ce qui concerne les administrations, « On a déjà fait et on va continuer à faire des réformes pour favoriser les créations d'emplois, mais maintenant, il faut s'atteler à réformer le système financier. »

L'Europe accepte de prêter jusqu'à 100 milliards d'euros. Quatrième économie de la zone euro, l'Espagne constitue en effet à elle seule 12% du PIB de la zone euro, contre seulement 6% pour l'Irlande, le Portugal et la Grèce réunis. Les plans de sauvetage de ces trois pays ont coûté respectivement 85 milliards, 78 milliards et 292 milliards d'euros. Le rapport du FMI a chiffré les besoins du secteur à au moins 40 milliards d'euros, mais la zone euro s'est dite prête à « répondre favorablement à une demande d'aide » de l'Espagne en faveur de son secteur bancaire et à lui prêter jusqu'à 100 milliards d'euros. « C'est une somme maximum », a souligné Luis de Guindos, Ministre de l'Économie et de la Compétitivité d'Espagne, « très clairement, il y a une marge de sécurité » dans ce chiffre.

Le temps pressait pour contenir le risque espagnol car la zone euro craint une autre échéance : dans une semaine les Grecs votent pour les législatives. Le résultat pourrait conduire Athènes à sortir de la zone euro.

Choisissez la bonne réponse :

1. Quelle a été l'attitude de l'Espagne face à cette aide?
 - A. L'Espagne a longtemps repoussé cette demande d'aide.
 - B. L'Espagne a joyeusement accepté cette aide.
 - C. L'Espagne voulait plus d'argent.
 - D. L'Espagne pensait que l'Irlande, le Portugal et la Grèce avaient aussi besoin de cette aide.

2. Selon le troisième homme interviewé, « si ça nous aide à relancer la machine, tant mieux ! » Que veut dire cette phrase ?
 - A. Toutes les usines peuvent entrer en activité avec cette aide, c'est mieux.
 - B. Cette aide est la bienvenue si elle peut dynamiser l'économie espagnole.
 - C. Avec cette aide, on va acheter plus de machines.
 - D. Si cette aide est en faveur de son secteur bancaire, c'est mieux.

3. Avant de solliciter cette aide, que craignaient les Espagnols ?
 - A. Les Espagnols craignaient que ce soit une humiliation.
 - B. Les Espagnols craignaient que l'Europe demande des contreparties à l'État.
 - C. Les Espagnols craignaient de nouvelles mesures d'austérité et donc de nouveaux efforts à faire.
 - D. Les Espagnols craignaient de réformer le système économique.

4. Selon les chiffres, _____.
 - A. l'Irlande, le Portugal et la Grèce constituent un PIB beaucoup plus important que l'Espagne
 - B. la FMI pense que moins de 40 milliards d'euros suffiront pour sauver l'Espagne
 - C. l'Europe tend à ne pas prêter plus de 100 milliards d'euros à l'Espagne
 - D. l'aide financière pour la Grèce vaut moins cher que pour l'Espagne

5. Laquelle des affirmations est fausse?
 - A. Certains citoyens interviewés sont sûrs qu'il faudra faire des économies.
 - B. Les Espagnols ne devront pas subir de nouvelles réformes à cause de cette aide.
 - C. Le gouvernement espagnol va poursuivre les réformes pour favoriser les créations d'emploi

et réformer le système financier.

D. L'Europe demandera au gouvernement espagnol d'assainir le système financier.

Texte 2 Alerte sur nos industries de santé !

En tant que président d'un laboratoire international de premier plan en France, Patrick Desbiens lance une alerte au gouvernement sur la situation face à laquelle son secteur se trouvera confronté si la répartition des économies demandées à l'Assurance-maladie entre 2015 et 2017 est mise en œuvre.

Entre 2005 et 2013, le médicament a contribué à plus de 50% aux économies demandées, alors qu'il ne pèse que pour 15% dans les dépenses de santé. Résultats : un marché en récession de 3,3% en 2012, puis -2,4% en 2013 et encore -1,5% prévu pour 2014, 32 000 emplois menacés d'ici à 2020 en cas de statu quo et l'attractivité en queue de peloton au niveau européen. En cause : les baisses de prix incessantes, la fiscalité générale et spécifique la plus lourde d'Europe, et un accès au marché excessivement long et complexe.

A tort, ces données objectives ne semblent pas alarmer le gouvernement. Avec 3,5 milliards d'euros de coupes supplémentaires dans le budget médicament dans les trois ans qui viennent, il restera la cible principale du plan d'économies de l'Assurance-maladie !

Par exemple, le 22 avril, GSK a rendu public un nouvel investissement de 45 millions d'euros sur son site industriel d'Evreux et chez ses fournisseurs basés en France. Comment convaincre sa maison mère de réitérer un tel engagement sur le territoire français si l'environnement local ne cesse de se dégrader ? Il faut alléger et simplifier la régulation et la fiscalité spécifiques. Donner du dynamisme à l'accès au marché des nouveaux médicaments. Envoyer des signaux forts de confiance et de visibilité aux investisseurs.

La France consacre des sommes importantes à la santé de ses citoyens. Elle devrait pouvoir en tirer les bénéfices économiques pour éviter la fuite des investissements industriels et de recherche-développement. L'industrie du médicament ne peut plus être considérée comme la variable d'ajustement massif des comptes sociaux. Poursuivre dans cette voie, c'est la condamner à un irrémédiable déclin.

Choisissez la bonne réponse :

1. D'après cet article, GSK est _____.
 - A. une entreprise britannique de l'industrie pharmaceutique
 - B. une agence d'assurance spécialisée dans la santé
 - C. une usine de production médicale française
 - D. un établissement gouvernemental chargé de la santé

2. Selon la répartition des économies entre 2015 et 2017, le budget médicament _____.
 - A. ne pèse que pour 15%
 - B. ne pèse que pour 3,3 %
 - C. réduit de 3,5 milliards
 - D. réduit de 1,5 milliard

3. « En queue de peloton » signifie ici _____.
 - A. au bout d'une petite pelote
 - B. en queue d'un groupe de concurrents
 - C. au bout d'une petite unité de l'armée
 - D. en queue d'une foule

4. Laquelle des affirmations n'est pas le résultat de l'insuffisance d'investissement dans l'industrie du médicament ?
 - A. Le chômage des ouvriers.
 - B. La récession du marché.
 - C. Le manque d'attraction dans le cadre européen.
 - D. Le manque de réputation.

5. Quelle est l'alerte lancée par Patrick Desbiens ?
 - A. Il est urgent qu'un véritable dialogue s'ouvre pour discuter le problème.
 - B. Il faut dresser un juste accès de la population aux innovations en matière de santé.
 - C. Le gouvernement doit reconnaître le caractère stratégique de l'industrie du médicament.
 - D. L'industrie du médicament ne peut plus être sacrifiée pour équilibrer les comptes sociaux.

Texte 3 La troisième crise de la zone euro

Pas étonnant que les Européens fatiguent !

La zone euro en est à sa troisième crise en sept ans. Les deux premières ont été violentes, et donc très visibles. Il y a eu d'abord un choc made in USA. Venant d'excès immobiliers et d'innovations financières non maîtrisées, il a commencé au printemps 2007, culminé avec la faillite de Lehman Brothers, traversé l'Atlantique à la vitesse des transactions électroniques et débouché sur la plus profonde récession depuis près d'un siècle. Il y a eu ensuite un choc « zone euro », induit par la construction bancaire de l'union monétaire. Il a commencé fin 2009 avec les premières révélations sur les mensonges grecs, a connu son paroxysme en été 2011, avant d'être (provisoirement) déminé par l'engagement de la Banque centrale européenne de faire « ce qu'il faudra » pour préserver l'euro, en été 2012. La troisième crise, elle, est moins brutale, plus insidieuse, mais aussi douloureuse. C'est une langueur économique, masquée au départ par les deux tempêtes financières successives. A l'inverse de ses partenaires, de ses voisins, la zone euro ne parvient pas à reprendre la voie de la croissance. Malgré des politiques budgétaires devenues moins restrictives, malgré les facilités monétaires proposées par la Banque centrale européenne. Certains pays vont moins mal, comme l'Espagne et l'Irlande, mais l'Italie retombe en récession, la France se traîne, l'Allemagne s'inquiète. Le chiffre de la croissance dans la zone euro au deuxième trimestre, qui sera publié dans huit jours, confirmera selon toute vraisemblance la faiblesse du Vieux Continent.

Cette faiblesse n'est pas incurable. Plus que jamais, les pays de la zone euro doivent faire les changements qui rendront leurs entreprises et leurs États plus efficaces. Plus que jamais, les institutions européennes doivent faire preuve d'audace et d'imagination pour trouver de nouveaux outils pour desserrer les contraintes financières, aller vers l'investissement, développer sous une forme ou sous une autre des mécanismes de solidarité. Les propositions abondent. La BCE a déjà beaucoup fait, et pourrait faire davantage. Le projet européen n'est pas seulement une volonté de paix, comme on l'a beaucoup rappelé ces derniers jours, c'est aussi une promesse de prospérité.

Choisissez la bonne réponse :

1. Que signifie « le Vieux Continent » dans cet article ?
 - A. Il a le même sens que « l'ancien continent ».
 - B. Il signifie le contraire de « le nouveau continent ».
 - C. Il signifie simplement « l'Europe ».
 - D. Il signifie « l'Europe, l'Asie et l'Afrique ».

2. Lehman Brothers doit être _____.
- A. une banque d'investissement multinationale
 - B. une entreprise industrielle européenne
 - C. une firme mondiale dans le domaine de cinéma
 - D. une société qui se spécialise dans l'exploitation de la mine
3. Sur la troisième crise, laquelle des affirmations suivantes est correcte ?
- A. Elle touche seulement des pays européens.
 - B. Elle est marquée par la faillite de Lehman Brothers.
 - C. Elle est plus violente et brusque que les deux premières crises.
 - D. Elle n'est pas très visible et évidente.
4. Quelle affirmation est fautive concernant la troisième crise ?
- A. Toute la zone euro est touchée par la crise.
 - B. La France figure parmi les pays les moins touchés.
 - C. L'Allemagne se préoccupe aussi de la crise.
 - D. Cette crise n'est pas encore vaincue par les pays touchés.
5. A la fin de l'article, l'auteur conclut que la crise est plutôt _____.
- A. inévitable
 - B. incurable
 - C. guérissable
 - D. catastrophique

Texte 4 La banque de la confiance

Selon l'usage le plus courant, la pauvreté caractérise la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources réputées suffisantes pour vivre dignement dans une société et son contexte. Insuffisance de ressources matérielles affectant la nourriture, l'accès à l'eau potable, les vêtements, le logement, ou les conditions de vie en général. Mais également insuffisance de ressources intangibles telles que l'accès à l'éducation, l'exercice d'une activité valorisante, le respect reçu des autres citoyens ou encore le développement personnel. Cette situation non-désirable et génératrice

de souffrances touche des personnes isolées ou des groupes, des segments de population dans les pays développés, une proportion importante de la population dans certains pays en développement, et la majorité de la population des pays les moins avancés, en Afrique notamment. La pauvreté est une négation des droits fondamentaux de l'homme: se loger, travailler et se nourrir. Et pourtant, aujourd'hui, 2,7 milliards de personnes vivent avec moins de 2 euros par jour. Pour remédier à cela, dès 1974, le microcrédit a été testé au Bangladesh. Trente ans après la mise en place de cette nouvelle forme d'économie, Jean-Marc Surcin revient sur la manière dont elle a évolué dans ce pays, mais aussi au Mali et en Bolivie.

Fondé sur un principe de solidarité et de confiance, le microcrédit consiste à prêter de petites sommes d'argent aux pauvres afin qu'ils investissent dans un projet. Un vélo qu'ils pourront louer, une machine à coudre pour confectionner des vêtements à la vente ou même une vache, qui constitue parfois le point de départ d'une entreprise. La « banque des pauvres » étant un organisme à but non lucratif, les modalités de remboursement des prêts sont beaucoup plus souples qu'auprès des usuriers des rues, et les taux d'intérêts très faibles. Et le procédé fonctionne bien. Très bien même. À tel point que les banques se sont penchées sur ce nouveau marché qui, contre toute attente, s'est révélé très lucratif.

Est-il possible de privatiser la microéconomie? La survie de centaines de millions de personnes est-elle compatible avec des intérêts purement financiers? Ce documentaire dresse un bilan clair de ce qu'est la microéconomie et de ce qu'elle pourrait devenir. Il pose, au fil des interviews, des questions autant techniques qu'éthiques, sans y apporter de réponse tranchée.

Choisissez la bonne réponse :

1. Quand on mettait en place le microcrédit tout au début, _____.
 - A. on pensait que cela rapporterait beaucoup d'argent
 - B. on ne s'attendait pas à ce que le procédé se développe autant
 - C. on pensait que cette forme d'économie fonctionnerait bien
 - D. on ne s'attendait pas à ce que cela reste une aide financière bénévole
2. En tenant compte du microcrédit, les banques _____.
 - A. ne sont pas du tout intéressées
 - B. ne sont plus intéressées
 - C. ont été intéressées
 - D. commencent à être intéressées
3. Quelle est l'attitude du réalisateur face aux questions qu'il soulève dans son documentaire ?

- A. Il montre son consentement et son opposition.
- B. Il ne s'engage pas.
- C. Il s'exprime.
- D. Il est catégorique.
4. Ce document a été réalisé _____.
- A. en Asie
- B. en Asie et en Europe
- C. sur trois continents différents
- D. en Afrique et en Asie
5. Pourquoi les banques se sont-elles penchées sur le nouveau marché de microcrédit ? Parce que _____.
- A. la « banque des pauvres » était un organisme à but non lucratif
- B. le procédé s'est révélé très lucratif
- C. ces banques ont toutes une réponse tranchée
- D. les modalités de remboursement des prêts sont beaucoup plus souples qu'auprès des usuriers des rues

Unité 2 Économie 2

Texte 1 Grève à Air France : l'adresse des patrons des compagnies aériennes françaises aux pilotes

Monsieur le Président du SNPL Air France, Messieurs les Pilotes,

Il n'est pas ordinaire pour nous présidents de compagnies aériennes régulières de s'exprimer sur un conflit concernant l'un de nos confrères, quand il s'agit de l'une des plus grandes compagnies européennes. Cependant l'urgence de la situation réclame une mise au point ferme et précise.

Le pavillon français vit depuis douze années consécutives une réduction de ses parts de marché sous l'effet d'une concurrence intra et extra communautaire à laquelle nos entreprises résistent avec courage dans un environnement réglementaire, fiscal, social et administratif défavorable et de plus en plus complexe. Le manque de compétitivité qui caractérise le tissu économique de notre pays est difficile à compenser pour les compagnies aériennes. La concurrence frontale des compagnies étrangères et pas seulement des « low-cost », le développement de nouveaux hubs internationaux, tirent parti de l'inadaptation chronique de notre pays, et du retard de productivité de nos entreprises.

L'attrition du pavillon français avec une baisse de l'emploi, présent et futur, menace clairement nos compagnies, nos métiers, l'avenir de nos enfants, alors que plus d'un millier de pilotes français sont à la recherche d'emploi.

Rares ont été les plans de reconquête, créateurs de richesses et d'emplois. Rares sont les opportunités d'investissements. Les années récentes avec la disparition de près de 60 opérateurs aériens, la quasi-disparition de l'aviation d'affaires française, laissent peu de place à un avenir radieux, si collectivement nos entreprises ne réussissent pas à s'adapter pour être compétitives face à des compagnies européennes qui ont déjà achevé leur transformation.

La concurrence évolue à un rythme incroyable, et la nécessaire adaptation est simplement devenue vitale. La France, par sa position géographique au cœur de l'Europe, son poids démographique et ses attraits touristiques constituent un marché porteur de promesses de redéveloppement, et de créations d'emplois. Nos compagnies aériennes n'ont pas le droit de gaspiller cette chance. Refuser par peur, conservatisme ou dogmatisme, tout nouveau projet affaiblit le pavillon français et constitue un renoncement à notre avenir.

La profession de pilote que vous exercez, exige rigueur, discipline, responsabilité et sang-froid. Cette profession qui est souvent née d'une vocation s'exerce avec passion tout au long d'une vie. Elle n'autorise pas les comportements qui la dévaluent.

Le jusqu'au-boutisme apporte un discrédit profond et ravageur à la profession de pilote et plus largement à nos métiers et nos entreprises, mais aussi à notre capacité collective à créer de nouveaux emplois.

Les signataires :

Alain Battisti : président de Chalcir aviation et président de la Fédération nationale de l'aviation marchande (FNAM) ; Pascal de Izaguirre : président de Corsair International ; Laurent Magnin : président de XL Airways ; Cédric Pastour : président d'Aigle Azur ; Marc Rochet : président d'Air Caraïbes

Choisissez la bonne réponse :

1. Quelle description suivante de la situation présente de l'Air France est correcte ?
 - A. Son marché augmente graduellement.
 - B. Le nombre de ses clients en Asie se tasse.
 - C. Son marché se perd insensiblement.
 - D. Son marché en Afrique augmente.
2. Des entreprises étrangères _____.
 - A. ont un soutien gouvernemental plus solide
 - B. sont moins adaptées dans le marché du monde
 - C. ont des prix de revient plus élevés
 - D. sont plus efficaces au niveau de la productivité
3. Les patrons pensent que la France a une chance de se développer de nouveau dans le domaine de l'aviation pour différentes raisons, laquelle des raisons suivantes n'est pas mentionnée ?
 - A. La France a une grande population.
 - B. La France attire de nombreux touristes.
 - C. La France a une position géographique importante.
 - D. L'économie française reste stagnante.
4. Selon les patrons, les pilotes en grève ne sont pas _____.
 - A. conservateurs
 - B. radicaux

- C. dogmatiques
- D. jusqu'au-boutistes

5. Quel est l'objectif de cette lettre ?

- A. Déclarer l'insatisfaction des pilotes.
- B. Réclamer le revenu des pilotes.
- C. Proposer la cessation de la grève.
- D. Demander la punition d'Air France à cause de la grève.

Texte 2 Les limites du monopole

La grève des cheminots pose la question du monopole octroyé à la SNCF. Au vu de la force qu'il procure à cette entreprise, face aux usagers, on peut se demander s'il est compatible avec l'intérêt général, voire avec l'idée même de service public ? Quand on est en position de force, abuser à ce point de la grève pour un avantage catégoriel est insupportable et aussi répréhensible que de monter les prix. Le cas de la SNCF démontre que confier un monopole à une organisation crée le risque de servir principalement les intérêts particuliers de ceux qui y travaillent.

Prenons le cas de la nourriture : elle est un besoin essentiel et totalement assuré par des intérêts privés, mais ceux-ci sont soumis à une forte concurrence. A-t-on eu depuis cent ans la moindre grève du lait, des légumes ou de la viande ? Le comportement des syndicats de la SNCF démontre que la privatisation et la mise en concurrence sont le meilleur moyen de rétablir l'équilibre entre le producteur et l'utilisateur.

Il y a un autre point : quand on maintient une grève en plein baccalauréat, qu'on empêche des millions d'utilisateurs de se déplacer normalement et qu'on projette une image détestable du pays à tous ses visiteurs étrangers, on crée un doute sur le bien-fondé de la garantie d'emploi dont bénéficient les cheminots. On ne polémiquera pas sur les aiguillages de Brétigny ni sur les trains trop larges pour les gares ni sur la retraite à 52 ans des conducteurs ni sur les tarifs préférentiels. On dira simplement que cette grève est le coup de trop. Elle justifie que les Français de bonne foi, qui travaillent dur, en système concurrentiel, sans garantie d'emploi, pensent au fond d'eux-mêmes que la conjonction du contrat à vie et du monopole n'est plus légitime. L'ouverture à la concurrence sera donc une bonne chose, pour la majorité, comme elle le fut en Allemagne. En attendant ce moment, qui arrivera, vive l'Europe qui va permettre d'installer bientôt une compétition salvatrice